

En 1984, ce à quoi nous invite une re-lecture d'Orwell, c'est à une réflexion sur les tendances sociales actuelles de nos sociétés marquées par un accroissement toujours plus grand des systèmes et des techniques de contrôle social qui pourraient remettre en cause certains droits chèrement acquis tout au long du processus de l'industrialisation de même que certaines libertés individuelles et collectives.

En même temps, il est essentiel d'insister sur le fait qu'il ne s'agit surtout pas de réduire la réflexion d'Orwell à une sorte de capitulation devant les forces du mal totalitaire et de la tyrannie de l'Etat.

Or, qu'en est-il au juste de la présence de ces processus de surveillance et de contrôle social dans la réalité quotidienne aujourd'hui ? Ce qu'il faut constater d'abord, c'est qu'Orwell n'avait pas intégré dans sa vision d'avenir, la formidable mutation socio-technique qui sera provoquée par des découvertes décisives du côté de la micro-électronique.

Ces révolutions socio-techniques, stimulées par la demande militaire pour des techniques sophistiquées d'espionnage notamment, ont constitué l'infrastructure d'une panoplie incroyable d'inventions destinées à supporter des stratégies de *surveillance électronique* qui dépassent de très loin la fiction orwellienne. Déjà au lendemain du Watergate, une commission sénatoriale américaine concluait : « Aucun Américain ne pourrait exprimer sa complète liberté, si le gouvernement décidait d'utiliser toutes les ressources de surveillance et d'écoute électroniques » (1). Voici donc quelques exemples de la technologie actuelle :

- à partir d'un satellite de surveillance, on peut lire les numéros d'une plaque d'immatriculation d'une automobile ;

- des caméras électroniques facilement camouflées peuvent observer et enregistrer audio-visuellement les faits et gestes des individus ;

- toute conversation téléphonique peut faire l'objet d'une efficace écoute électronique ;

- à l'aide d'un microphone parabolique, on peut capter une conversation dans une chambre d'hôtel situé à plus de cent kilomètres de distance, par les vibrations de la voix sur les fenêtres ;

- une firme japonaise a inventé une caméra de cent-dix grammes qui produit elle-même sa lumière grâce à une lampe infra-rouge ;

- une firme américaine a mis au point un microphone de la grosseur d'une pièce de 25 cents qui transmet sur une distance considérable des conversations privilégiées ;

la mise au point par la firme IBM du « badge magnétique individuel » combinée avec l'installation de contrôles d'accès reliés à des ordinateurs dans certaines usines et certains bureaux, rendent possible le fait d'avoir une connaissance exacte des allées et venues de chacun, dans l'ensemble de l'entreprise, quelle que soit sa taille. IBM-France a installé ce système dans ses propres établissements, autant par souci de sécurité que

pour convaincre sa clientèle de l'adopter. Et comble du raffinement : « certains lecteurs peuvent même confiscer les badges douteux en les avalant, déclencher simultanément des caméras plus une alarme sonore avec blocage automatique des accès... (2).

Cette liste d'exemples pourrait encore largement s'allonger... Elle paraît déjà suffisamment longue pour nous montrer que nos « démocraties libérales » possèdent amplement les instruments techniques pour implanter « par en haut » la société de surveillance électronique généralisée, système qui, à la limite, pourrait faire l'économie de l'intériorisation subjective de la surveillance tant la technologie est sophistiquée et potentiellement omniprésente ! C'est Seymour Papert qui déclarait récemment que l'infrastructure technique du monde prophétisé par Orwell était en place et qu'il n'y manquerait qu'une volonté politique pour que se réalise le cauchemar imaginé (3).

Que ce soit par le système des télécrans qui contrôlent la vie de chacun, ou par la manière truquée dont les événements sociaux, économiques et politiques seront rapportés par la télévision, ou encore par l'importance qu'il attache aux activités de propagande gouvernementale, on voit qu'Orwell ne minimisait pas le rôle stratégiquement décisif que joue l'information pour maintenir et renforcer le pouvoir en place.

En décembre 1983, l'Institut Gallup a fait une enquête sur les craintes et les mauvais présages énoncés par Orwell (4). Les réponses des Canadiens furent surprenantes :

- devant la proposition : « La vie privée n'existe pas réellement, car le gouvernement peut savoir tout ce qu'il désire sur les citoyens », 68 % des répondants ont répondu que cette proposition était déjà devenue réalité, et 11 % ont répondu qu'il était très probable qu'elle le devienne au Canada ;

- devant la proposition : « Le gouvernement émet de faux rapports et de fausses statistiques pour dissimuler de mauvaises nouvelles sur l'économie et la qualité de la vie », 53 % des répondants ont répondu que cette proposition était déjà devenue réalité, et 17 % ont répondu qu'il était très probable qu'elle le devienne au Canada ;

Le moins que l'on puisse dire c'est que l'image du Canada comme pays tout à fait libre et géré démocratiquement, image culturelle pourtant répandue internationalement, en prend ici pour son rhume...

C'est un fait que les renseignements ont mis en place de formidables systèmes informatisés de cueillette, de traitement et de stockage de renseignements personnels concernant les citoyens et les citoyennes. Prenons l'exemple du gouvernement du Québec. Il dispose d'au moins sept complexes d'ordinateurs compatibles (deux sont au ministère de l'Éducation ; les ministères de la Justice, du Revenu, du Travail et des Communications en possèdent un chacun ; enfin, le Service de la police en possède un également). Pensons seulement que l'ordinateur du ministère du Revenu traite chaque année les renseignements contenus dans plus de trois millions et demi de déclarations d'impôts de particulier ! En ce qui concerne la croissance des équipements informatiques au gouvernement du Québec, un rapport récent constate que la capacité d'emmagasinage sur disques s'est accrue de 410,05 % de 1976-1977 à 1981-1982. Quant à la puissance de traitement des ordinateurs, elle aurait fait un bond de 164,7 % (5).

Ce phénomène d'informatisation des appareils d'État ne peut que contribuer à un renforcement de la centralisation du pouvoir en même temps qu'à un émiettement du pouvoir personnel des individus rendu chaque jour plus vulnérable devant les possibilités de divulgation incontrôlée de ces renseignements personnels et la possibilité que ces renseignements contiennent des informations erronées difficiles à corriger. Et que dire des banques de données personnelles confidentielles gérées par des entreprises privées (dont les ordinateurs centraux sont parfois en dehors du pays) et qui ne sont soumises à aucune loi assurant la protection des consommateurs !

« La vie privée n'est pas simplement une petite quantité d'informations que d'autres ont sur nous ; c'est plutôt l'étendue du contrôle que nous avons sur ces informations

à notre sujet qui constitue la dimension réelle de la vie privée » (6).

Il ne s'agit pas de nier le fait que le phénomène de collecte de renseignements personnels concernant les individus existait bien avant l'arrivée de l'ordinateur. Ce qu'il faut constater, c'est que ces nouveaux moyens techniques multiplient les possibilités d'emmagasinage et de *traitement croisé* des informations concernant un même individu (7). Il y a ainsi possibilité de production d'une information « émergente », nouvelle, parfois même inconnue de l'individu lui-même. Ainsi des croisements informatiques concernant les achats fait au moyen des cartes de crédits (et bientôt par le biais des téléviseurs branchés sur des réseaux de télé-achats) peuvent permettre de saisir les patterns de consommation de l'individu, ce qui peut devenir une information monnayable par une firme spécialisée sur le marché de la publicité (de la même manière que certaines firmes spécialisées vendent des « listes d'envoi » d'abonnés obtenus auprès d'éditeurs de magazines, à d'autres entreprises intéressées par les caractéristiques de ces clients potentiels). Et tout cela, à l'insu de l'individu concerné !

Des trous de mémoire collectifs

L'une des dimensions capitales de l'œuvre d'Orwell concerne la mémoire individuelle et collective : castrée chez l'individu, elle est « remodelée » systématiquement au niveau collectif. Ainsi l'on pourra effacer toutes les traces d'individus, de mots, d'informations devenus indésirables. Le travail quotidien de Winston ne consiste-t-il pas précisément à « réécrire » les archives de l'histoire ? Je ne donnerai ici qu'un exemple de la réalité soviétique pour montrer combien Orwell avait vu juste : lorsque Laurent Béria, le grand patron de Rioumine et Ignatiev, est exécuté à son tour en juin 1953, ce n'est pas sa disparition qui confond, c'est l'ordre adressé à tous les souscripteurs de la *Grande encyclopédie soviétique* de découper l'article qui lui était consacré, de le renvoyer aux autorités, et de coller à la place la description de la mer de Behring. (Léon Poliakov, 1983, *de Moscou à Beyrouth : Essai sur la désinformation*, Calman -Levy).

Les technologies informationnelles et électroniques ont imposé une transformation capitale dans la nature des supports matériels qui conservent les traces de notre histoire écrite, visualisée et parlée. La bande magnétique est devenue un support fondamental de notre mémoire individuelle et collective, qu'il s'agisse d'informations écrites, sonores, visuelles, informatiques, etc. Le support magnétique est en voie de devenir le support universel de notre mémoire culturelle. Cela pose un problème très sérieux de *vulnérabilité* des informations concernant la mémoire de notre histoire. En plus des dangers de pertes d'informations liées soit à des erreurs humaines, soit à la proximité du matériel avec des champs de forces magnétiques ou soit à des pannes électriques, il existe en effet un danger de manipulation insidieuse de ces informations techniquement faciles à effacer (qu'on pense à l'affaire des bandes du Watergate !).

D'autre part, à l'occasion de la Deuxième guerre mondiale, les services d'espionnage des grandes puis-



MÉMOIRES DU VIETNAM

(...) Au cours de la guerre entre les Etats-Unis et le Vietnam, des ordinateurs maniés par des officiers n'ayant pas la moindre idée de ce qui se passait dans leurs machines « choisissaient » effectivement les villages à bombarder. (...) Bien entendu, il ne pouvait y avoir dans ces machines que des données « lisibles par la machine » c'est-à-dire surtout des informations de détermination de cibles provenant d'autres ordinateurs. Et lorsque le président des Etats-Unis décida de bombarder la Cambodge et de garder sa décision secrète pour le Congrès, les ordinateurs du Pentagone furent « arrangés » pour transformer les rapports d'opérations provenant du champ de bataille en faux rapports auxquels les membres du gouvernement pouvaient avoir accès. Le ministère de l'Information de Georges Orwell s'était mécanisé. L'histoire n'était pas vraiment détruite, elle était recréée. Et les membres du gouvernement qui s'estimaient privilégiés d'être admis à lire les rapports secrets qui, en fait, provenaient des ordinateurs du Pentagone leur faisaient évidemment confiance. Après tout, l'ordinateur lui-même avait parlé. Ils ne réalisèrent pas qu'ils étaient devenus les « esclaves » de leurs ordinateurs, selon les propres termes de l'amiral Moorer, jusqu'à ce que les mensonges, pour lesquels on avait programmé leurs ordinateurs afin de les transmettre à d'autres, finissent par abuser leurs auteurs mêmes.

J. Weizenbaum,
Puissance de l'ordinateur et raison de l'homme.

* Selon un article paru dans le New York Times du 10 août 1973, l'amiral Thomas Moorer, président des Etats-Majors, expliqua au Comité du Sénat américain que les raids aériens contre le Cambodge étaient introduits dans le « grand ordinateur du Pentagone » comme des raids contre le Sud Vietnam. Le Times, dans le même article, montre une photocopie d'un rapport d'opérations portant la mention : « Toutes les sondes visant des cibles au Cambodge seront programmées pour des cibles au Sud Vietnam ». L'amiral Moorer aurait dit au Comité sénatorial : « Il est regrettable qu'on soit devenu les esclaves de ces fichus ordinateurs ».

sances, en particulier les Britanniques et les Allemands, ont mis au point des techniques sophistiquées de manipulation de l'opinion publique, destinées à servir des finalités plus proprement militaires et que l'on désigne par la notion de désinformation : « Le travail des services de renseignements comporte deux volets : obtenir des informations sur l'ennemi (espionnage) et empêcher l'ennemi d'obtenir des informations (contre-espionnage). Il en existe aussi un troisième : fournir à l'ennemi de fausses informations. Cette dernière fonction, parce que la considération fondamentale demeure : « Que pense-t-il que je pense qu'il pense ? », appartient au registre de l'interdépendance ; sauf qu'il s'agit dans ce cas de faire penser à l'autre une chose fautive, de lui fournir une « fausse réalité » et de prendre bien soin qu'il ne s'aperçoive de son erreur que lorsqu'il sera trop tard. On renverse ainsi les règles normales de la communication en faisant de la désinformation, le but ultime ». (Watzlawick, *La réalité de la réalité*, aux éditions du Seuil, 1978, Paris).

L'utilisation de ces techniques pour manipuler l'opinion publique par les mass médias risque d'accroître un sentiment d'irréalité dans les diverses couches des populations occidentales pour tout ce qui concerne les conditions d'existence des populations étrangères, et à la limite, pour ce qui concerne leurs propres conditions d'existence.

Ainsi, la réalité des « nouvelles » télévisées se fusionnent dans le grand tout d'un spectacle audiovisuel non-stop, des enfants prolongent et miment les actions violentes qu'ils ont vu à la télévision, la guerre « réelle » entre super-puissances devient un jeu de simulations informationnelles qui se mêle à des combats télévisés entre soldats du Tiers-Monde. De la même manière qu'à la lecture d'Orwell, on peut se mettre à douter de la « réalité » de Big Brother (ne serait-il pas qu'une immense simulation-médias ?), tout se passe comme si les médias de masse aujourd'hui nous entraînaient dans un vaste mouvement de fusion/confusion entre la réalité et l'imaginaire... et où le pluralisme des messages contradictoires diffusés en mosaïque se substituait lentement mais sûrement à notre conviction qu'il existerait quelque chose comme idée de vérité...

Serge Proulx
Montréal
Avril 1984

- 1) Cité par Yves d'Avignon, Orwell et 1984 la part des choses in le Devoir, Montréal, 6 janvier 1984.
- 2) Cet exemple est cité d'après M. Heurteaux, Big Brother au bureau, le Monde du 20 mars 1983, Paris.
- 3) Cité par F. Dupin, Qui est Big Brother ? Science et technologie, mars-avril 1984, vol. 3, n° 1.
- 4) Les résultats de ce sondage ont été diffusés par le journal La Presse du 3 janvier 1984, Montréal.
- 5) Les statistiques contenues dans ce paragraphe sont citées d'après F. Dupin (1984), op. cit.
- 6) Allan Westin, Science, Privacy and Freedom : Issues and Proposals for the 1970's in Cal. L. Review, 1966.
- 7) Ces possibilités sont décrites dans l'annexe 5 au rapport américain du Privacy Protection Study Commission, 1977, pp. 17-34.
- 8) Il s'agit de la définition que contiendra la prochaine réédition du Grand Robert.

